

NOTE

du	Secrétariat
au	Groupe de travail V "Compétences complémentaires"
Objet :	Note de synthèse de la réunion du 9 juillet 2002

Le débat a été initié par la présentation du document élaboré par la Commission européenne sur "La délimitation des compétences: une question d'intensité de l'intervention" (WD4 - WGV) et de la résolution du Parlement européen du 16 mai 2002 sur "la délimitation des compétences entre l'Union européenne et les États membres", dont Alain Lamassoure était le rapporteur. Les documents WD1 -WGV (préparés par le secrétariat) et WD3- WGV (de M. Pieters) ont été également examinés ainsi que les contributions de MM. Farnleitner (CONV 58/02) et Wuermeling (CONV 107/02).

Au cours de la discussion qui a eu lieu dans le cadre du programme de travail modifié lors de la réunion précédente - "*définition de la notion de "compétences complémentaires", dans un contexte plus large (catégorisation des compétences)"*- des nombreuses questions ont été évoquées, entre autres:

- La démarche, généralement acceptée, serait de procéder à un débat sur la catégorisation des compétences, avant de se pencher sur les caractéristiques des compétences complémentaires et de déterminer les politiques couvertes par cette catégorie.

- Un consensus s'est dégagé sur la complémentarité entre la classification proposée par le Parlement européen et celle proposée par la Commission européenne. Certains ont tout de même signalé le caractère quelque peu rigide de la démarche proposée par la Commission.
- Certains ont proposé la démarche qui consisterait à remplacer l'approche actuelle casuistique par une approche "générale" où les caractéristiques d'une catégorie de compétences ferait l'objet d'une ou plusieurs dispositions du Traité tandis qu'une autre énumérerait les matières concernées. Dans ce cadre la tâche du groupe de travail serait d'identifier les caractéristiques des compétences complémentaires, la portée et les limites de l'action communautaire et les matières couvertes par une telle catégorie.
- Le groupe de travail s'est posé la question des répercussions juridiques de l'éventuel remplacement, proposé par le Parlement, de la catégorie des "compétences exclusives" (de l'Union) par la notion des "compétences propres", et des conséquences sur la formulation actuelle de l'article 5 TCE (principes de subsidiarité et proportionnalité).
- La nécessité de sauvegarder une certaine flexibilité dans le système de répartition des compétences a été mise en exergue par des nombreux orateurs qui ont lié ce besoin aux exigences de la globalisation. Dans ce contexte la survie d'un mécanisme de flexibilité similaire à celui de l'article 308 a été défendue.
- La question de la suppression des bases juridiques fonctionnelles, proposée par la résolution du Parlement a été évoquée pour signaler qu'une telle suppression serait paradoxale compte tenu de l'objectif déclaré de la résolution de conserver des éléments de flexibilité du système.
- Nombreux ont été aussi ceux qui ont insisté sur la transparence (exigence démocratique). Il est prioritaire de clarifier qui est responsable pour quoi dans l'Union.
- La question de la distribution des tâches entre l'Union et les États membres a été aussi évoquée en rapport avec la mise en oeuvre des compétences. Il s'agit de la problématique liée aux cas où l'adoption des normes d'exécution est conféré à la Commission au lieu d'être la responsabilité des États membres et du rôle que, dans ce contexte, jouent les procédures de comitologie dont certains demandent la simplification voire la disparition.

- Certains ont signalé que souvent ce ne sont pas les compétences qui manquent à l'Union pour agir mais des procédures efficaces de prise de décision.
- Certains membres ont rappelé qu'en définitive les États possèdent la compétence de principe, que ce soit dans la sphère nationale ou communautaire, à travers sa participation privilégiée dans le processus de décision . L'Union consiste en un partage de souveraineté.
- Quelques membres ont insisté aussi sur l'importance du choix de mots pour définir les catégories des compétences en particulier les complémentaires. Des termes comme "résiduelles" ou "partielles" ont été envisagés.

Conclusions Opérationnelles

- M. Altmaier présentera un document systématisant la discussion de la journée.
- M. Wuermeling présentera un document sur la systématisation des limites et restrictions dans la définition des compétences dites complémentaires.
- La Commission s'est engagée à présenter un document d'analyse des cas pratiques basé sur l'application des critères de catégorisation proposés par la Commission à des secteurs concrets.
- Le groupe pourrait lors d'une audition d'experts étudier la problématique de l'acquis communautaire: Qu'est-ce que c'est? Est-ce qu'il faut tout conserver à tout prix? Faut-il l'adapter?